



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Bibliographie

Citer ce document / Cite this document :

Bibliographie. In: Économie rurale. N°107, 1975. pp. 47-59;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1975_num_107_1_2364

Fichier pdf généré le 08/05/2018

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE SIGNALÉTIQUE

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie et de Sociologie rurales de l'I.N.R.A.

Les articles sont classés selon le cadre suivant :

- | | |
|--|------------------------------------|
| 1. Recherche - Enseignement. | 13. Sociologie. |
| 2. Economie générale. | 14. Démographie. |
| 3. Gestion et programmation dans l'entreprise. | 15. Histoire. |
| 4. Statistique, méthode et enquêtes. | 16. Croissance et développement. |
| 5. Offre agricole. | 17. Planification. |
| 6. Débouchés - Consommation. | 18. Investissements - Financement. |
| 7. Commercialisation. | 19. Politique agricole. |
| 8. Prix et revenus. | 20. Marché commun. |
| 9. Coopération. | 21. Commerce international. |
| 10. Organisations professionnelles. | 22. Agricultures étrangères. |
| 11. Structures. | 23. Etudes par produit. |
| 12. Institutions - Législation. | 24. Ecologie - Environnement. |

1) Recherche - Enseignement.

BROSSIER (J.). — Projets et situation des agriculteurs. Etude de l'évolution d'exploitations agricoles du Choletais, 1965-1973. — Dijon, INRA, Lab. de rech. de la Chaire de Sc. écon. ENSSAA, oct. 1974. — 2 fasc., 154 p. + 60 p., graph., tabl., bibliogr.
(Etude réalisée avec la participation du SUAD du Maine-et-Loire).

BROSSIER (J.). — Un essai de liaison entre la recherche, la formation et l'action à partir de l'analyse des décisions économiques des agriculteurs. — Ann. Econ. Sociol. rur. 2 (2), 1973, pp. 111-133, réf. bibliogr., rés. angl.

2) Economie générale.

BORGSTROM (G.). — Le coût énergétique de l'industrialisation de la production alimentaire. — Probl. écon. (1416), 2 avril 1975, pp. 17-20, tabl.
(Extr. de Cérès n° 42, nov.-déc. 1974).

CARLES (R.). — Evolution des principaux systèmes de production agricole de 1967 à 1970 et disparités des revenus. — Econ. Rur. (104), nov.-déc. 1974, pp. 15-26, tabl.

CEPEDE (M.). — Présentation d'ouvrage. Pétrole et protéines par A. Champagnat et J. Adrian. — C.R. Acad. Agric. 60 (7), 3 et 24 avril 1974, pp. 462-468.

COURBIS (R.). — Liaison internationale des prix et inflation importée. — Econ. appl. 27 (1), 1974, pp. 205-219, graph.

DELATOUCHE. — La physiocratie est-elle périmée ? C.R. Acad. Agric. 60 (9), 22, 29 mai 1974, pp. 650-661, réf.
(Présentation de l'ouvrage de René Grandamy : la physiocratie, théorie générale du développement économique).

GARNIER (M.), HAZELRIGG (L.). — La mobilité professionnelle en France comparée à celle des autres pays. — R. franç. sociol. 15 (3), juil.-sept. 1974, pp. 363-378, tabl.

MONTBRIAL (T. de). — Réflexions sur l'inflation, le chômage et le rôle de la monnaie. — Econ. appl. 27 (1), 1974, pp. 220-253, schémas.

TOURAINÉ (A.). — Les nouveaux conflits sociaux. — Sociol. Trav. 17 (1), janv.-mars 1975, pp. 1-17.

Les travaux de la sixième conférence internationale sur l'analyse input-output. — Probl. écon. (1402), 25 décembre 1974, pp. 13-15.
(Extr. de Neue Zürcher Zeitung, 30 mai 1974, Conférence internationale sur l'analyse input-output, 6-1974, Vienne).

3) Gestion et programmation dans l'entreprise.

ATTONATY (J.-M.). — Les limites économiques de l'intensification de l'exploitation laitière en période d'accroissement des charges de production. — Grignon, INRA, Laboratoire d'économie rurale, 1975, 7 p. + 4 p. d'annexes.
(Exposé présenté à l'occasion des journées d'étude ITEB des 14-15 janvier 1975).

BUYLE (A.). — La rentabilité des productions porcines. — In : R. de l'Agriculture 27 (5), sept.-oct. 1974. — 24 cm, 50 p., tabl., graph.

Institut national de la recherche agronomique. Institut technique de l'élevage bovin. Journées d'informations du « Grenier de Theix », C.R.Z.V. 6.1973. — L'exploitation des troupeaux de vaches allaitantes. — Bull. techn. C.R.Z.V. Theix (n° spécial), oct. 1974, 399 p., cartes, graph., tabl.

JARVIS LOVELL (S.). — Cattle as capital goods and ranchers as portfolio managers : an application to the Argentine cattle sector. — J. polit. Econ. 82 (3), mai-juin 1974, pp. 489-520, graph.

Les bâtiments d'élevage. — B.T.I. (293), n° spécial, octobre 1974, pp. 611-779, tabl., photos, graph., bibliogr.

IGER : Etude économique d'un investissement d'élevage, p. 625.

L. ORDOQUY : L'étable de vaches laitières, p. 637.

L. MAHE : Un modèle d'utilisation des bâtiments dans un élevage porcin en bandes, p. 709.

H. MONROCO : Les économies d'échelle dans le coût de construction des complexes de production porcine, p. 721.

D. BALLAY, G. CATROUX : Possibilité de limitation des nuisances et des pollutions dues aux élevages porcins, p. 749.

P. LUCCHINI : L'aide de l'Etat pour la construction des bâtiments d'élevage, p. 771.

MAHE (Louis). — Un modèle d'utilisation des bâtiments dans un élevage porcin en bandes. — B.T.I. (293), octobre 1974, pp. 709-719, fig., réf. bibliographiques.

WEISS (P.), MARCHADIER (J.). — Utilisation des fourrages, déshydratation pour la production des jeunes bovins. — Paris, ITCF, décembre 1974, 47 p., tabl.

4) Statistique, méthode et enquêtes.

CARLES, HOSSENLOPP, TERTIAN et al. — 1972, Réseau d'information comptable agricole. Résultats des entreprises adhérentes. — Paris, Bureau commun du RICA (1974), 323 p., tabl., réf. bibliogr.
(INSEE et Ministère de l'agriculture et du développement rural).

GREINER, LE VERGER. — Le prix des terres agricoles en 1973. — Coll. Statist. agric. Etudes (128), nov. 1974, 58 p., tabl., cartes.

LENCO, TISSIER, ROUSSELIN, TRAN. — Recensement des CUMA et CETA en 1970. — Coll. Statist. agric. Et. (129), novembre 1974, 313 p., tabl., graph.
Méthodologie. Etude des résultats : inventaire et utilisation des machines des CUMA et CETA. Mode de paiement des services fournis par les CUMA et CETA. Main-d'œuvre des CUMA et CETA. Caractéristiques générales des CUMA et CETA en fonction de l'année d'agrément.

MARSAL (P.). — Méthode d'analyse statistique des entreprises agricoles. 4^{me} fasc. — Grignon, INRA, lab. écon. rur., sept.-oct. 1974, V + 218-278 pp., tabl.
(Version provisoire).

RATTIN (S.). — Enquête sur un échantillon permanent d'exploitations agricoles (EPEXA) réalisée dans les Ardennes, l'Aveyron, le Bas-Rhin, la Saône-et-Loire. — Ministère de l'Agriculture, SCEES, fév. 1975, 65 p.

RATTIN (S.). — Projections 1980 de la population agricole familiale. — Stat. agric. Etudes (131), fév. 1975, 53 p., tabl., graph.
Résultats issus de deux enquêtes par sondage sur la structure des exploitations agricoles (1963 et 1967/68) et du RGA de 1970-71.

5) Offre agricole.

L'agriculture productrice de matières premières. — C. R. Acad. agric. 60 (8), 15 mai 1974, pp. 552-601, tabl., graph.

R.P. H. de FARCY : La production agricole destinée à des usagers industriels en France : son évolution depuis un siècle.

M. de GAULMYN : Les matières premières d'origine agricole et pétrochimique dans l'industrie du textile.

R. BRUNET : Utilisation industrielle du bois, ses possibilités en période de crise. Le problème des pâtes à papier.

CHOMINOT (A.). — L'agriculture américaine va-t-elle manquer de bras ? — *Inform. agric.* (455), fév. 1975, pp. 16-21.

FARCY (H. de). — Pourra-t-on nourrir les hommes de l'an 2000 ? — *Probl. écon.* (1403), 1^{er} janvier 1975, pp. 3-6.
(Extr. de *Projet* [7-8] 1974).

FERRY (J.M.), MONTIGAUD (J.C.), LAURET (F.). — Les « marchés physiques » dans l'économie des fruits et légumes. — Montpellier, INRA, Station d'économie et sociologie rurales ; Avignon, Chambre de commerce et d'industrie, oct. 1973 et oct. 1974, 99 p., multigr. + ann.
(Etude réalisée par l'Association française des Comités économiques des fruits et légumes).

MAHE (L.P.). — L'offre de porc en France (1954-1972). — *Cah. Statist. agric.* (18), sept.-oct. 1974, pp. 45-53, tabl., graph., réf.
(Résumé d'une publication éditée à l'INRA de Rennes en 1974, sous le même titre).
I. La fonction globale d'offre de porc. - II. L'évolution des structures et des comportements.

MAHE (L.P.). — Un modèle démographique appliqué aux cheptels animaux (le cas d'un cheptel porcin). — *Ann. Econ. Sociol. rur.* 2 (2), 1973, pp. 83-101, tabl.

MANGENOT (M.). — La France au second rang mondial pour l'exportation des produits agricoles. — *Inform. agric.* (453), déc. 1974, pp. 19-22.

6) Débouchés - Consommation.

COVILLE (G.). — Le développement des grandes surfaces commerciales en Europe et les problèmes qu'il pose. — *Probl. écon.* (1396), 13 nov. 1974, pp. 26-30, tabl.
(Extr. de la *Rev. « 30 Jours d'Europe »*, sept. 1974).

9) Coopération.

QUINQU. — Résultats provisoires de l'enquête annuelle sur la coopération agricole en 1972. (Notes de présentation). — *Cah. Statist. agric.* (18), sept.-oct. 1974, pp. 5-11, tabl.

11) Structures.

BELLIARD (C.). — La SMI, un critère unique, des utilisations multiples et contradictoires. — *Inform. agric.* (454), janv. 1975, pp. 34-36.

La Bourgogne. Eléments d'économie agricole et rurale. — Ministère de l'Agriculture, AREAR (1974), 37 p., cartes.

MONTIGAUD (J.C.). — Filières et firmes agro-alimentaires. Le cas des fruits et légumes transformés. — Montpellier, Fac. de Droit et Sciences Economiques, janv. 1975. 2 vol. — 29 cm, 336 p. + ann. 60 p., tabl., graph., cartes, réf.

PINSON (H.). — Effectifs des salariés du secteur para-agricole. Une évolution contraire à celle des salariés agricoles d'exploitation. — *Econ. et Fin. agric.* (10), déc. 1974, pp. 39-45.

RENARD (V.). — L'allocation des sols urbains, modèles et réalités. — *R. Econ.* 26 (1), janvier 1975, pp. 91-110.

SOULIER (A.). — Transferts fonciers et consommation d'espace dans l'arrière-pays languedocien. — *Econ. mérid.* (87), 3^{me} trim. 1974, 15 p.

13) Sociologie.

FLINN (W.L.), JOHNSON (D.E.). — Agrarianism among Wisconsin farmers. — *Rur. Sociol.* 39 (2), été 1974, pp. 187-204, tabl., réf. bibliogr.

14) Démographie.

BASTIDE (H.), GIRARD (A.). — Mobilité de la population et motivations des personnes : une enquête auprès du public. III. Les facteurs de la mobilité. — *Population* 29 (6), nov.-déc. 1974, pp. 1071-1096.

COLIBET (M.). — Aspects quantitatifs et qualitatifs de l'exode agricole en Bretagne. — Rennes, Ministère de l'Agriculture, Service régional de Statistique agricole. Etude (32), octobre 1973, 141 p., tabl.

GOMBERT (M.). — Combien y a-t-il d'agriculteurs en France ? — *Econ. et Statist.* (61), nov. 1974, tabl.

JEGOUZO (G.), BRANGEON (J.L.). — Célibat paysan et pauvreté. — Rennes, Lab. écon. rur., 1974, 6 p., graph., tabl., carte.

JEGOUZO (G.). — De nouvelles conditions de renouvellement de la population paysanne. — *Econ. et Statist.* (61), nov. 1974, pp. 21-28, tabl., graph.

LAULHE (P.). — Enquête sur l'emploi de 1974. Premiers résultats. — Coll. INSEE (D 37), déc. 1974, 77 p., tabl., graph., cartes.

La population agricole d'après les enquêtes de 1963, 1967, et le Recensement général de l'agriculture de 1970. — *Cah. Statist. agric.* (18), sept.-oct. 1974, pp. 1-3.

Rapport sur la situation démographique de la France en 1973. — *Population* 30 (1), janv.-fév. 1975, pp. 13-47, tabl., graph.

SAUVY (A.). — La conférence mondiale de la population à Bucarest (1974). — *Population* 29 (6), nov.-déc. 1974, pp. 1005-1014.

Bref rapport sur la Conférence mondiale de la population sous les auspices de l'organisation des Nations Unies, dans le cadre de l'Année mondiale de la Population. Les responsables de la conférence. Les différents travaux préparatoires (colloques, conférences régionales de la population, CIRCED, Comité d'experts). La conférence et les réunions connexes. Création d'un Centre démographique ONU-Roumanie (CEDOR). Nature de l'enseignement et de la recherche, et fonctionnement de cet organisme.

16) Croissance et développement.

Algérie. 20 ans après. Une politique de développement et d'indépendance. — *Econ. et Polit.* (224), nov. 1974, pp. 27-71, tabl.

BARTHELEMY (D.), BOINON (J.P.). — Le développement de l'exploitation familiale et de la propriété paysanne dans le Châtillonnais. — *Ann. écon. Sociol. rur.* 2 (2), 1973, pp. 103-110.

BERENI (P.), DELVARRE (G.), LANGLET (B.). — Recherche des possibilités de développement agricole dans la zone du Golo (Corse). — Toulouse, ENSAT, 1974, 156 p., tabl., graph., cartes.

BOISSEAU (P.), Dir. — Télé-Promotion Rurale Méditerranée « Tribune audio-visuelle des agriculteurs ». Audience de Télé-Promotion Rurale Méditerranée et réactions de 45 téléaudioviseurs du Languedoc et de la Provence en janvier 1973. — Montpellier, INRA, Station d'économie et de sociologie rurales, juillet 1974, 51 p.

CEPEDE (M.). — La conférence mondiale de l'alimentation : un constat d'impuissance ? Un révélateur pour demain ? — *Paysans* (109), déc. 1974-janv. 1975, pp. 48-56.

CHENG (Chu Yan). — Les fluctuations économiques en Chine de 1949 à 1972. — *Probl. écon.* (1400), 11 déc. 1974, pp. 3-12.
(Extr. de l'Actualité en Chine populaire, 1974).

DOYLE (C.J.). — Productivity, technical change and the peasant producer : a profile of the African cultivator. — *Food Res. Inst. Studies* 13 (1), 1974, pp. 61-76, 55 réf. bibliogr.

GUERMOND (Yves). — Les inégalités géographiques dans le développement agricole : l'exemple du Morbihan. — *Noréis* (81), janvier-mars 1974, pp. 39-63.

HENRY (J.). — Les effets de l'aide publique au développement sur les équilibres internes et externes. — *Mondes en dévelop.* (6), 1974, pp. 53-83, tabl.

HOPKINS (A.G.), LATOUR (F.). — L'histoire des théories du développement et ses enseignements à long terme. — *Probl. écon.* (1402), 25 déc. 1974, pp. 2-13, réf.
(Extr. de « Analyse et prévisions », juillet-août 1974).

Les concours apportés par la France aux pays en voie de développement en 1973. — *Probl. écon.* (1405), 15 janvier 1975, pp. 23-28.
(Note publiée par le Service du Ministère de l'Économie et des Finances, oct. 1974).

PAOLINI (M.). — La politique d'aide au développement de la CEE et l'élargissement de la convention de Yaoundé. — *Probl. écon.* (1396), 13 nov. 1974, pp. 20-23.
(Extr. de la rev. « 30 Jours d'Europe », octobre 1974).

RAINELLI (P.). — Disparités agricoles et financement. — *Déc.* 1974, 16 p.

SIMANTOV (A.). — Les relations entre pays développés et pays en voie de développement dans le domaine agricole et alimentaire ou de la nécessité de promouvoir une économie humaniste. — *C. R. Acad. agric.* 60 (9), pp. 22-29, mai 1974, 603-630.

TREBOUS (M.). — Que fait-on dans les régions françaises pour le développement de l'agriculture depuis un an ? — *Paysans* (109), décembre 1974-janvier 1975, pp. 16-33.

WEBER (A.P.), JENNY (F.). — Le revers sociopolitique des concentrations. — *Probl. écon.* (1393), 23 oct. 1974, pp. 13-16.

17) Planification.

LAJUGIE (J.). — La politique du développement régional et d'aménagement du territoire dans le VI^{me} Plan. — *Rev. Economique du Sud-Ouest*, 1974 (2), pp. 179-202.

NESTOR (J.), VIAL (B.). — La planification en France. Son évolution, ses chances, ses aléas. — *Paysans* (109), déc. 74 - janv. 75, pp. 9-15.

Statistiques et indicateurs des régions françaises. — Coll. INSEE (R 15), octobre 1974, 330 p., tabl., cartes.

18) Investissements - Financement.

CARILLON (R.). — Réflexions à propos de l'évolution des disponibilités et des prix des ressources énergétiques nécessaires à l'agriculture. — C. R. Acad. agric. **60** (8), 8 mai 1974, pp. 502-522, tabl.

Les comptes de l'agriculture française en 1973. — Coll. INSEE (C 31), novembre 1974, 73 p., tabl., graph., carte, ann.

Recueil des documents présentés à la Commission des comptes de l'Agriculture en 1974.

1. Compte national de l'agriculture en 1973 : évolution de la production et des consommations intermédiaires de 1970-1973. Evolution du commerce extérieur de 1966 à 1973.

2. Compte social des agriculteurs en 1973. Cotisations. Prestations, autres aides, financement.

3. Comptes départementaux de l'agriculture de 1971, 1972 et principaux résultats sur la période 1962-1972.

4. Les indicateurs de revenu agricole.

19) Politique agricole.

BERGMANN (D.). — Les revenus et conditions de vie des agriculteurs. — Paris, INRA - ESR, déc. 1974, 14 p., réf. bibliogr. (Société française d'économie rurale, réunion du 18 déc. 1974).

BOUREL (M.), Rapp. — Avant-projet d'étude révisé de la section de l'agriculture sur le « bilan de la politique agricole commune ». — Bruxelles, CEE, Comité économique et social, 26 sept. 1974. — 3 fasc., 74 p., multigr.

COLIBET (M.). — Les résultats économiques des exploitations agricoles bretonnes en 1970. Etude des disparités. (Approche indirecte). — Rennes, Ministère de l'Agriculture, Service régional de statistique agric., Etude (40), juillet 1974, 255 p., tabl., graph., carte.

COULOMB (P.). — Systèmes fonciers et politiques foncières. — INRA, Paris, Station Centrale, Lab. Econ. rur. Juillet 1974, 4 p.

MAGIMEL (J.). — 1974 : année noire pour le revenu agricole, mais peut-être pas si mauvaise pour l'avenir de l'agriculture. — Paysans (109), décembre 1974 - janvier 1975, pp. 57-61.

PETRY (M.). — Vers une agriculture spécialisée. — Econ. et Statist. (61), nov. 1974, pp. 3-19, graph., cartes, réf.

REMY (P.). — Le projet de budget agricole pour 1975. — Inform. agric. (452), novembre 1974, pp. 20-22.

23) Etudes par produit.

BAZIRE (P.), BUTTOUD (G.). — L'action récente du Fonds forestier national en matière de reboisement. — R. Forest. franç. (5), sept.-oct. 1974, pp. 391-395, graph., tabl., cartes.

GUILLOIN (P.). — Première esquisse de la filière-bois française en 1970. — R. forest. franç. **26** (4), 1974, pp. 259-288, photogr., graph., tabl.

24) Ecologie - Environnement.

BARRAU (J.). — Ecologie et anthropologie, sciences naturelles et sciences humaines. Opposition, discordance ou possible concert ? A propos de deux colloques tenus à la Maison des Sciences de l'Homme en 1973. — Inform. Sci. soc. **13** (4/5), 1974, pp. 5-8.

DEFFONTAINES (J.-P.). — Evolution des exploitations agricoles et environnement. — C. R. Acad. agric. **60** (10), 5 et 12 juin 1974, pp. 790-802. (Observations : M. J. Rebuschung, F. Robin).

La pollution. — Ann. agronomiques **25** (2-3), numéro spécial, 1974, 537 pp., tabl., graph., réf. bibliographiques.

TAMBUYZER (C.). — Agriculture et entretien des paysages. — Bruxelles, Cah. IEA (165), FF-138, janv. 1974, 41 p., tabl., carte, ann.

ZVI-EVAN (H.). — Les aspects socio-économiques de la lutte contre la pollution dans l'industrie chimique. — Probl. écon. (1403), 1^{er} janvier 1975, pp. 6-14.

LISTE D'OUVRAGES RECENTS

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station centrale d'Economie et de Sociologie rurales de l'INRA. Certains d'entre eux seront analysés ultérieurement.

1) Recherche - Enseignement.

WAYSAND (G.). — La contre-révolution scientifique ou le crépuscule des chercheurs. — Paris, Anthropos, 1974. — 18,5 cm, 342 p.

2) Economie générale.

ARROW (K.J.). — Choix collectif et préférence individuelle. — Paris, Calmann-Lévy, 1974. — 21 cm, 234 p.
(Coll. Perspectives de l'Economique).

CARRIERE (P.). — L'économie de l'URSS. — Paris, Masson, 1974. — 24 cm, 234 p., tabl., cartes, réf. bibliogr.

CHAUNU (P.). — Histoire science sociale. La durée, l'espace et l'homme à l'époque moderne. — Paris, SEDES, 1974. — 22,5 cm, 433 p., cartes.

EMMANUEL (Arghiri). — Le profit et les crises. Une approche nouvelle des contradictions du capitalisme. — Paris, F. Maspero, 1974. — 22,5 cm, 407 p.
(Economie et socialisme, 22).

GRELLET (G.). — Fonction de production et progrès technique. — In : Cahiers d'Economie politique, 1. — Paris, PUF, 1974, pp. 123-129, graph. (Univ. de Picardie, Amiens. UER d'écon. et de gestion).

MESAROVIC (M.), PESTEL (E.). — Stratégie pour demain. Deuxième rapport au Club de Rome. Trad. de l'amér. — Paris, Seuil, 1974. — 20 cm, 205 p., tabl., graph., cartes, ann.
(Commentaire par A. Peccei et A. King).

Nations Unies. Département des affaires économiques et sociales. — The acquisition of technology from multinational corporations by developing countries. — New-York, Nations Unies, 1974. — 28 cm, V-50 p.

PERCHERON (A.). — L'univers politique des enfants. — Paris, A. Colin, 1974. — 24 cm, 253 p. + ann., tabl.

3) Gestion et programmation dans l'entreprise.

BAUDOUX (M.). — Les économies d'échelle et leur degré d'exploitation. — Paris, Cujas, 1973. — 23 cm, 177 p., tabl., graph.
(Théorie de la production. Cah. IREP n° 4).

4) Statistique, méthode et enquêtes.

Commission des Communautés européennes. — La situation de l'agriculture dans la Communauté. Rapport 1974. — Bruxelles, 1974. — 30 cm, 3 vol., 40 + 277 p. + ann. 13 p., tabl.

I — Synthèse : aperçu général de la situation faite sur la base de données macro-économiques.

II — Analyse : Etudes détaillées sur les échanges de produits, les marchés agricoles, les structures, revenus agricoles et aspects financiers de la politique agricole, commune et nationale.

III — Annexe : présentation des tableaux chiffrés correspondant à la partie I et II.

FAO, Rome. — Rapport annuel sur les engrais, 1973. Rome, 1973. — 27,5 cm, XXIV-194 p.

13) Sociologie.

DION (N.). — De la communauté rurale à la collectivité locale. — In : Jollivet M., Dir. — Sociétés paysannes ou lutte de classe au village ? — Paris, A. Colin, 1974, pp. 129-154, bibl.
(Les collectivités rurales françaises, Tome II).

EIZNER (N.). — De la communauté locale à la collectivité locale. — In : Jollivet M., Dir. : Sociétés paysannes ou lutte de classe au village. — Paris, A. Colin, 1974, pp. 129-154, bibliogr.
(Les collectivités rurales françaises, Tome II).

JOLLIVET (M.), Dir. — Les collectivités rurales françaises. T. 2. Sociétés paysannes ou lutte de classe au village. Problèmes méthodologiques et théoriques de l'étude locale en sociologie rurale. — Paris, A. Colin, 1974. — 24 cm, 266 p., ann., tabl., bibliogr.

JOLLIVET (M.). — Sociétés rurales et capitalisme. — In : Jollivet M., Dir. — Sociétés paysannes ou lutte des classes au village. — Paris, A. Colin, 1974, pp. 230-266, ann., tabl., bibliogr.

MAHO (J.). — La comparaison et ses limites. — In : Jollivet M., Dir. — Sociétés paysannes ou lutte des classes au village ? — Paris, A. Colin, 1974. — 24 cm, pp. 59-87, tabl., ann., bibliogr.
(Les collectivités rurales françaises, Tome II).

MENDRAS (H.). — Schémas d'analyse villageoise. — In : Sociétés paysannes ou lutte de classe au village. — Paris, A. Colin, 1974, pp. 39-58.
(Les collectivités rurales françaises, Tome II).

MENDRAS (H.). — Un schéma d'analyse de la paysannerie française. In : Jollivet M., Dir. — Sociétés paysannes ou lutte des classes au village ? — Paris, A. Colin, 1974, pp. 11-38, réf.
(Les collectivités rurales françaises, Tome II).

16) Croissance et développement.

AMIN (S.), VERGOPOULOS (K.). — La question paysanne et le capitalisme. — Ed. Anthropos-IDEF, 1974. — 18 cm, 200 p., tabl., graph., bibliogr.

AMIN (S.). — Le capitalisme et la rente foncière. La domination du capitalisme sur l'agriculture.

VERGOPOULOS (K.). — Capitalisme difforme. Le cas de l'agriculture dans le capitalisme.

LABONNE (Michel). — Etudes en vue du développement agricole de la région de la Kara, Togo. —

Rome, PNUD - FAO, 1969. — 28 cm, 128 p., carte.

SHEETS (H.), MORRIS (R.). — Désastre au désert. La sécheresse en Afrique occidentale. Echech des secours internationaux. Trad. de l'angl. — Genève, Centre européen de la dotation Carnegie pour la paix internationale, 1974. — 23 cm, 199 p., tabl., carte.
(Rapport spécial. Etudes sur la politique humanitaire, Carnegie endowment for international peace).

24) Ecologie - Environnement.

LABEYRIE (V.), OZENDA (P.), BILIOTTI (E.), et al. — L'écologie contre les nuisances pour la conservation de la nature. Précis général des nuisances. — Paris, Guy Le Prat, 1974. — 20,5 cm, 268 p., tabl., cartes, réf. bibliogr.

BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

Marthe ENGEL BORGHS-BERTEL. — *La Chine rurale, des villages aux communes populaires*. Centre d'étude des pays de l'Est, Institut de Sociologie (Solvay), Université de Bruxelles, 1974, 190 p.

Le but de l'auteur est d'initier l'honnête homme, curieux des réalités chinoises, à l'évolution historique du cadre de vie du paysan de ce continent : le fil ne paraît pas rompu avec les actuelles communes rurales et les anciennes communautés villageoises de la Chine impériale.

Une courte introduction à la Chine et à sa révolution permet de situer le point d'aboutissement d'un long cheminement, déroulé au cours de cinq périodes : l'empire classique (III^{me} siècle avant J.-C., - XIX^{me} siècle), la pénétration des idées étrangères et la République du Kuomintang (1839-1949), la pénétration du marxisme (1921-1949), l'avènement de la République Populaire (1949-1958), les communes populaires (1958-1972).

Chacune de ces parties s'appuie sur une sélection de textes typiques, pris parmi les publications chinoises.

La Chine, l'un des grands pôles du monde contemporain, fonde sa force sur une paysannerie, majoritaire mais « réduite depuis des siècles à lutter pour survivre ». Voici des paysans promus aujourd'hui au rang d'artisans du progrès, après n'avoir été pendant des siècles que des travailleurs productifs ou des fournisseurs de soldats. Pendant 2000 ans, les gouvernants les ont administrés en bons pères de famille, avec un succès remarquable, et cela malgré un fondement d'iniquité sociale. C'est un équilibre dont la continuité est qualifiée de miraculeuse par l'auteur : l'efficacité des techniques, la richesse des expériences, le raffinement des traditions constituent un apport que ne peut ignorer le reste du monde.

L'idéal politique de l'élite au pouvoir depuis 20 siècles masque cependant de façon absolue les conditions de vie des Chinois, qui ne participaient en rien à la vie politique et ne bénéficiaient d'aucun effort d'amélioration définitive de leur sort.

Les communautés villageoises actuelles sont l'institution qui établit le contact immédiat entre la base et le gouvernement central. C'est à ce point de rencontre qu'on peut saisir les réalisations du nouveau régime en matière de transformation de la classe dirigeante : participation de la population à la prise des décisions et contrôle de l'exploitation de la terre (le bien le plus précieux).

Tout a commencé au III^{me} siècle avant J.-C., lorsque l'empire a décapité les grandes familles trop indépendantes et supprimé leur tutelle sur l'énorme majorité

des petits propriétaires. Ainsi sont nées, dans un régime « semi-féodal », une multitude d'unités, formées de foyers indépendants, responsables de leurs travaux et redevables de l'impôt foncier. A la noblesse est substituée une bureaucratie, soumise à des règles et des contrôles. Cependant, « cet édifice n'a pas entamé l'organisation des communautés villageoises... et la façon dont s'organisaient les rapports sociaux : le modèle patriarcal ». Un fonctionnaire suffit pour 500 familles au début. La croissance démographique va rapidement rendre impossible à ce fonctionnaire le contact immédiat avec ses administrés. Comment alors choisir des collaborateurs bénévoles, sinon en s'adressant aux lettrés et aux notables : ce sont les « pères » des villages, dotés de privilèges et revêtus d'un pouvoir de fait.

L'impôt calculé par ménage permettait de protéger les paysans de la paupérisation. En 780, la réforme fiscale introduit l'impôt à la surface de terre et sur les récoltes : c'est libérer la tendance naturelle à la constitution de domaines. L'Etat ne s'oppose plus à l'accumulation des terres.

« C'est le développement des activités honnies par les lettrés (le commerce des biens et de l'argent) qui va miner le système politique et créer des pôles de puissance concurrents de l'administration impériale » (p. 36). Finalement, l'immensité de l'empire, sa conception politique aristocratique, son appareil bureaucratique très réduit vont empêcher le contrôle d'être efficace. Les paysans, propriétaires de minuscules parcelles, n'échappent plus aux exactions : « la clef de la paupérisation est à rechercher bien plus dans la manière dont s'organise le pouvoir politique que dans le statut juridique de la propriété foncière ».

Les réformes foncières et les distributions de terres, opérées par le pouvoir impérial lui-même, sont nombreuses : en même temps, les efforts de l'administration visent à renforcer le pouvoir des fonctionnaires qui n'administrent plus que de façon superficielle... Ceux-ci s'efforcent de ne pas s'opposer aux notables et d'éviter simultanément les révoltes populaires.

La cascade des gouvernants (fonctionnaires puis notables de rangs différents) amène à mettre à la disposition du gouvernement une masse budgétaire de très loin inférieure à l'ensemble des prélèvements chez les contribuables (1/3 à 1/5^{me} sous les Ch'ing).

Le système de garantie collective oblige à dénoncer les délits perpétrés et à faire rapport aux chefs hiérarchiques, de famille, de village puis de district : moins qu'une méthode d'autogestion, c'est une méthode imposée par l'Etat, que les notables perpétueront pour s'en servir sous le couvert d'une moralité paternaliste.

La pratique du prêt à intérêt va, plus que tout autre, sceller l'exploitation des paysans les plus pauvres : ce crédit usuraire ne constitue pas un monopole réservé à l'élite... au XI^m siècle, on proposera de créer des caisses publiques de crédit au taux particulièrement favorable de 20 % l'an (au lieu du taux de 20 % par mois !). Le loyer foncier est le troisième canal d'oppression du paysan. Toujours au XI^m siècle, la moitié de la population rurale est soumise au paiement de tels loyers, tout en étant simultanément propriétaire.

Au bout du compte, au XVIII^m siècle, le principal souci des fonctionnaires était devenu d'éviter l'éclosion des révoltes.

Aujourd'hui, la recherche d'une solution définitive au paupérisme et au sous-développement n'est pas tellement axée vers la propriété collective des terres au niveau des communautés de base (les villages, organisés en équipe dans la commune populaire). Le dynamisme se trouve dans les équipes de base (les villages), qui, si elles réalisent les objectifs du plan, ont le droit d'organiser le travail et sont assurées de disposer de quantités garanties de terre, de main-d'œuvre, d'équipement, de bétail. Ces équipes sont les unités comptables de base, qui ont le droit de calculer elles-mêmes et de distribuer leurs recettes. Les communes ne peuvent arbitrairement modifier les plans des équipes. Il aura fallu, pour en arriver là, mettre en évidence que la transformation du régime de la propriété ne suffit pas pour franchir une étape du développement, et que bien plus importante pour établir le socialisme est la réforme du régime de la répartition des pouvoirs : que chacun soit revêtu d'une parcelle de pouvoir de décision, quelle que soit sa situation de naissance, de fortune, de formation.

Au total, un ouvrage de synthèse, vivant et documenté. S'il décrit l'équilibre théorique réalisé entre la base et le sommet, il ne montre pas nettement comment cet équilibre est en fait influencé par le niveau de développement des individus et des communautés de base.

(Ph. Mainié)

Günther THIEDE. — Europas Grüne Zukunft — Die Veränderung der ländlichen Welt. (*L'Avenir vert de l'Europe — La transformation du monde rural*), 464 pages. ECON-Verlag, Düsseldorf und Wien 1975. 38. — DM. IBNS 3 430 19102 5.

L'industrialisation des techniques entraîne un continu accroissement des rendements de l'agriculture européenne. Malheureusement, elle ne peut guère trouver en Europe de débouchés supplémentaires pour ses produits. L'actuelle pénurie mondiale n'est que de courte durée. A moyen et à long terme, l'offre sera de nouveau excédentaire et ce, à des prix avec lesquels l'agriculture euro-

péenne pourra rivaliser. Au cas où des mesures contraires ne seraient pas prises, les excédents agricoles ne cesseront de s'accumuler en Europe.

L'évolution extraordinaire des dernières années n'a pas été sans douleurs, erreurs ni faux pas. Certaines innovations ont été trop subites, d'autres inattendues. L'un ou l'autre procédé, appliqué à la hâte, s'est avéré désavantageux. Il manquait surtout une coordination et une harmonisation de toutes les évolutions apparues plus ou moins isolément. La planification globale à long terme fait défaut. Notre incapacité à prévoir avec certitude les progrès dans le détail ou dans l'ensemble, a néanmoins quelque chose de fascinant. Dans les différents chapitres de ce livre, il est régulièrement question de cette fascination.

La I^m partie met en évidence les connaissances les plus récentes et les technologies les plus modernes relatives aux différents domaines du processus de la production agricole : sélection des plantes et des animaux, nutrition des plantes et alimentation du bétail. Les découvertes et les expériences faites dans les laboratoires préfigurent bien souvent la réalité d'un avenir plus ou moins proche. L'Europe elle-même se trouve encore en pleine révolution agricole.

Les moyens dont dispose la politique agricole pour influencer la production sont limités. C'est pourquoi la II^m partie explique dans quelle mesure les exploitations se trouvent journellement confrontées aux nouveaux développements techniques. Une utilisation appropriée des nouvelles technologies permet d'obtenir des rendements et des profits plus élevés et d'abaisser les coûts de production. Mais elle augmente les risques économiques et pose des conditions de plus en plus astreignantes à chaque exploitant en tant que manager. Cette sélection entraînera la disparition d'un grand nombre d'agriculteurs.

La III^m partie compare les évolutions futures de la production et des marchés, aussi bien nationaux qu'internationaux.

Elle met en évidence les véritables exigences inhérentes à une politique efficace en faveur des pays en voie de développement. A long terme, ceux-ci seront excédentaires et n'offriront plus de débouchés pour les excédents européens.

Il en résulte finalement la nécessité d'immobiliser d'importantes fractions des capacités de production agricole en Europe. C'est la situation peu encourageante du futur marché qui exige cette restriction, et cela au détriment de nombreux exploitants actuels ; beaucoup d'entre eux devront renoncer à leur métier.

Enfin, la IV^m partie traite de l'avenir de l'Europe verte.

La division régionale du travail s'amplifie dans la Communauté européenne, et la structure des exploitations sera fortement modifiée.

A cet égard, les divergences importantes entre les différents paysages de l'avenir sont mises en relief. Des zones de production agricole intensive se développeront dans les régions favorisées, au voisinage des concentrations urbaines. A l'opposé il y aura également des régions faiblement peuplées, pratiquant une agriculture hautement extensive, et des contrées désertées aux paysages sauvages.

Les régions de loisirs et de tourisme connaîtront un essor considérable.

L'auteur se réfère continuellement et volontairement à des circonstances extrêmes. Son but est de réveiller. Il insiste sur le fait qu'un grand nombre de développements ultérieurs sont inévitables et que finalement, notre emprise sur eux sera relativement limitée.

Il serait insensé de vouloir s'opposer à l'évolution. Son impact est plus fort que notre attachement bien intentionné, mais intenable à la longue, aux traditions ancestrales. Tôt ou tard, le progrès technique s'impose avec une violence inattendue.

Cet ouvrage ouvre donc à nouveau la querelle entre les partisans et adversaires du développement de l'agriculture européenne. Les besoins alimentaires du Monde durant la fin du XX^{me} siècle seront tels que les exportations agricoles des pays industrialisés, U.S.A. inclus, seront indispensables pour satisfaire la demande. Peut-être faut-il, dès aujourd'hui, prévoir le repli agricole du XXI^{me} siècle dans le vieux continent ? Ne faudrait-il pas organiser plutôt, sans tarder, la régularisation des principaux marchés internationaux : céréales, protéines végétales, viandes, sucres ?

(Ph. Mainié)

P. HOUEE. — *Quel avenir pour les ruraux ?* Editions Ouvrières, Paris, 1974, 246 p.

L'auteur s'est efforcé de discerner « les brèches de l'espoir et les chemins de libération » pour ses amis militants des villages et du vaste monde. Progrès technique et intégration économique ont fait voler en éclats les certitudes du monde rural ». On passe d'une cohérence ruraliste à une quête de nouveaux projets ». Mais les agriculteurs sont tellement traumatisés « qu'ils ne comprennent pas combien leurs interrogations sont aussi celles de leur époque... ; qu'ils ne saisissent plus leurs atouts et leurs apports pour la civilisation de demain ». C'est une opinion que nous partageons pleinement.

Fondamentalement, « aucun régime moderne, capitaliste ou socialiste, n'est encore parvenu à donner aux collectivités rurales une place acceptable et durable, une fonction dynamique dans un projet de société » (p. 15). Les thèses successives des chercheurs comme les hésitations des responsables politiques illustrent l'embarras des sociétés industrialisées devant la persistance du phénomène rural.

L'ouvrage est bâti au croisement de quatre courants de pensée et trois niveaux d'analyse : le courant libéral de la *conquête des campagnes* par l'intégration industrielle, le courant protectionniste de la préservation qui défend des équilibres essentiels, le courant réformiste qui vise à développer et aménager, enfin un courant de développement régional ascendant. Vers quelle organisation économique des activités, quel aménagement de l'espace, quelle maîtrise de la vie collective pouvons-nous aller ?

La logique du gain désintègre les sociétés rurales qui voient leur homogénéité culturelle brisée (par le retour hebdomadaire des étudiants par exemple, p. 63). Mais le manque futur d'espace, d'eau, ressources vitales, conteste la société urbaine dans son existence même (p. 87). Le mythe de la campagne « radieuse » est une compensation pour les citadins emprisonnés dans le béton. L'auteur analyse ce qu'ils attendent des campagnes (p. 98).

Mais les vrais paysans ont une autre conception de la nature, car leur longue pratique leur a appris que la relation de l'homme à la nature était plus un *affrontement* douloureux qu'une relation idyllique (p. 99).

L'avenir des campagnes leur appartient, à condition de revitaliser le tissu social rural par une animation de la vie collective et un renforcement du pouvoir local : s'adapter, moderniser, être mobile, développer les activités non agricoles, aménager... Certes, mais « le courant réformiste (qui) présente ainsi un projet (...) cohérent, qui correspond bien aux aspirations des sociétés rurales (...) » dispose de moyens de réalisations dérisoires, face aux montées de l'urbanisation. Alors il faut renforcer le pouvoir local et réanimer la vie collective de base (p. 149). Si on saisit bien, avec l'auteur, les raisons de l'anémie de ce pouvoir local, il manque par contre *une analyse des clivages sociaux internes* qui créent et expliquent l'isolement des leaders et le silence apparent des masses.

Pour atteindre un véritable développement régional ascendant, fondé sans doute sur un socialisme autogestionnaire et fédéraliste, suffit-il de parcourir des « phases », allant rationnellement de la gestation des projets à l'organisation de l'action, en passant par l'éveil ? L'isolement dans lequel se retrouvent rapidement les militants de mouvements de tendances diverses, nous laisse penser que le sympathique tableau du « déroulement-type d'une action de développement » (p. 180) est plus un pense-bête qu'une explication de l'action souhaitable des forces de développement, face aux facteurs de sous-développement. C'est ce qu'il ne faut pas oublier de faire, quand une population décide d'agir à partir du moment où *un mouvement de renouvellement de ses leaders s'est déclenché*. C'est là le problème.

Certes, il faut connecter l'action avec les divers niveaux intercommunal, microrégional et régional. Mais il faut surtout coller avec les aspirations diverses des

différentes catégories (ou classes) de la population « désintégrée ». L'aménagement ne sera vraiment « socialisé » (p. 201) que lorsque les conflits entre les agriculteurs et les autres professionnels, ou entre les paysans riches et les paysans pauvres (par exemple), auront conduit chacun à voir le possible, à décider en tenant compte des autres, à accepter des méthodes collectives de prise des décisions où nul ne sera écrasé. C'est bien ce qu'entend l'auteur, lorsqu'il consacre la fin de son livre à la « démocratie économique ».

Au total un ouvrage stimulant, qui pousse à réfléchir. Une réserve cependant : l'utopie du pouvoir ascendant, pour devenir une réalité, doit se bâtir sur l'analyse lucide, trop souvent escamotée, des oppositions et conflits dans la société rurale.

(Ph. Mainié)

Theodor BERGMANN. — *Farm policies in socialist countries*. Saxon house, Lexington books, traduction anglaise 1975, 289 p.

Voici une synthèse destinée à tous ceux qui, étudiants ou jeunes agriculteurs, s'intéressent à la politique agraire. Les difficultés surmontées par l'auteur n'ont pas manqué : citons principalement le problème de la comparaison de systèmes sociaux et économiques, employant des indicateurs divers pour mesurer leur efficacité, ou des indicateurs identiques par leur appellation mais différents par leur signification. Par ailleurs, la distance temporelle qui s'est écoulée depuis l'établissement des régimes socialistes entre l'U.R.S.S. (1917) et Cuba (1959), est trop grande pour permettre des jugements mûrement réfléchis sur les effets à long terme de changements sociaux aussi profonds, qui n'apparaîtront qu'au bout d'un temps considérable.

Pour l'auteur, le chercheur qui souhaite atteindre à la vérité scientifique, le mieux est de reconnaître et de déclarer ouvertement son propre point de vue, qui influence ses jugements historiques et peut affecter la sélection et la description des faits qu'il retiendra. Th. Bergmann se présente comme un marxiste critique, qui se situe dans la ligne des commentateurs proustiens du marxisme : les formes possibles du socialisme dans la société, telles qu'elles ont été proposées par Marx et Engels, ne sont pas exemptes de critiques ; mais, dans ce livre, reconnaissant la nécessité de profonds changements sociaux avec leurs conséquences pour le monde rural, l'auteur considère qu'une économie socialiste planifiée est un élément nécessaire du progrès social : mais les transformations introduites dans un pays ne peuvent avoir une valeur universelle, le modèle ne peut être copié ailleurs, sans souci du contexte historique, économique, culturel et politique. Le socialisme, surtout au stade difficile de sa construction, est une expérimentation, en

vue d'un nouveau départ dans l'histoire du monde, pour lequel il n'existe ni précédent ni recettes.

Cette diversité apparaît dans la comparaison des structures agraires, présentées dès le début de l'ouvrage (p. 7). Ici les paysans indépendants sont demeurés nombreux (Pologne, Yougoslavie), là les coopératives ou les fermes d'Etat sont majoritaires. Une étude approfondie par pays montre les résistances plus ou moins fortes apparues dans l'adoption du modèle soviétique. Ainsi, la réforme agraire de la République Démocratique Allemande s'est inscrite, juste après guerre, dans une ambiance de revanche politique avec ses 4 millions de réfugiés et le démantèlement des industries : l'objectif était d'abord de maintenir la production, en se tenant à mi-course entre la voie soviétique et la mentalité conservatrice des paysans. La réorganisation coopérative n'est venue qu'après 1953 : après la période des coopératives décentralisées, la doctrine officielle a été de présenter la concentration en très grandes exploitations comme conforme au mouvement général de soviétisation de l'économie.

On ne saurait trop féliciter l'auteur d'avoir rassemblé d'une façon aussi claire tous les chiffres essentiels concernant les divers pays socialistes.

Après avoir exposé la situation des pays socialistes de l'Europe, le voyage se poursuit évidemment en Chine : partant d'une analyse des structures agraires en 1934, les stades de la collectivisation sont décrits avec précision de 1950 à 1960 (table 4.9, page 188) : le passage des formes d'entraide (1952-54) aux coopératives de production (1956-57) puis aux communes populaires, représente une formidable réduction du nombre de centres de décisions ; de 105 millions de paysans au départ à 24.000 communes environ en 1960. Mais ce dernier nombre est remonté à 74.000 en 1963. Ces communes encadrent 500.000 brigades (de 220 hectares) arables et 264 personnes en moyenne, et 3 millions d'équipes de production de 35 ha.

Le revenu des membres, au départ essentiellement constitué à partir de la production des terres exploitées, s'est transformé en salaires et dividendes des parts coopératives (incluant une rente foncière), puis uniquement en rémunération du travail (avec 20 à 30 % payés en nature) en 1958. La production agricole brute s'est accrue d'un quart de 1952 à 1969, pendant que la production brute non agricole était multipliée par cinq.

La politique agraire a pour objet d'encourager la production par l'expansion de l'industrie des engrais, la construction de digues de protection contre les inondations, et par l'irrigation. Elle vise également à étendre les surfaces cultivées, en particulier par les fermes d'Etat installées à l'intérieur. Elle veut maintenir une collectivisation combinée avec des lopins individuels tolérés ; aucune mesure n'oblige les migrations de force, qui ne semblent guère avoir eu de succès ; enfin une mécanisation graduelle est recherchée sans fracas...

La situation du Nord Vietnam est présentée : avec la collectivisation s'est développée massivement l'irrigation : les surfaces irriguées sont passées de 1,6 millions à 2,4 millions d'hectares entre 1958 et 1966. Enfin, l'auteur décrit le modèle cubain sans collectivisation de l'agriculture, caractérisé par l'excès de main-d'œuvre et le manque de capital. La priorité y a été donnée à l'agriculture et aux industries directement connectées avec elle ; mais les facteurs historiques de 1959 à 1963 ont freiné formidablement le développement.

Pour conclure sur la politique agraire des pays socialistes, l'auteur présente, malgré la multitude des faits, une classification des principaux facteurs : il présente d'abord les *quatre étapes du développement agricole*, depuis le désinvestissement par de multiples moyens en faveur des secteurs politiquement et économiquement importants jusqu'à l'obtention finale de surplus. Il faut passer par la bataille de la production, puis par l'instauration d'un nouveau système de planification indirecte, utilisant des moyens de contrôles financiers dans un marché socialiste. Celui-ci est le lieu de confrontation entre la production sociale et les besoins globaux de la société. *La politique structurelle* doit ensuite allier des éléments totalement planifiés (secteur étatisé ou coopératif) et des entreprises indépendantes (fermes paysannes ou lopins individuels). Les premiers satisfont la demande essentielle, à partir d'un travail mécanisé ; les seconds, à partir des fluctuations du travail, fournissent un revenu supplémentaire à leurs membres.

Le marché reste divisé en 3 secteurs pour longtemps encore : le secteur étatisé aisément planifiable, les surplus justifiables d'une politique de quotas, le marché libre des paysans, enfin. Les interactions entre eux sont nombreuses.

Les résultats au niveau du bien-être sont visibles par les différences qui apparaissent dans la composition de la force de travail entre les fermes d'Etat et les coopératives. En Tchécoslovaquie, par exemple, les premières attirent les travailleurs les plus jeunes, les mieux formés et qualifiés, alors que dans les secondes les gens sont plus âgés et les femmes proportionnellement moins nombreuses dans la population active.

Th. Bergmann nous offre une remarquable synthèse, lucide (même si on ne suit pas toutes ses vues optimistes) et précise. Elle est bien dans la manière du seul économiste rural qui, à ma connaissance, ait mis ses idées en accord avec ses actes en s'expatriant pour faits de résistance au nazisme durant toute la guerre. Comme vacher il a trait, dit-il en souriant, des milliers de litres de lait, un nombre considérable par rapport aux performances manuelles de l'économiste rural « moyen ».

(Ph. Mainié)

J. MAHO. — *L'image des autres chez les paysans*. Paris, Ed. Champ du possible, 1974, 220 p., fiches signalétiques en plusieurs langues.

Les gens portent en eux un certain nombre d'idées, vécues et exprimées par des jugements sociaux. La pensée sociale est donc un indicateur sociologique précieux. Dans le cas des collectivités rurales, elle se caractérise aujourd'hui par une différenciation grandissante des jugements. La sollicitation, chez l'individu, d'idéologies étrangères à celles de sa société d'origine, introduit doute, contradictions, et crée des clivages se réclamant d'un ou plusieurs référentiels différents : aux cadres spatiaux et moraux, viennent s'ajouter des cadres de pensée politiques, économiques et techniques. Les références des groupes sociaux tiennent désormais plus au métier ou au revenu qu'à la contiguïté physique. On passe d'un état « ante » marqué par le monodéisme idéologique, à un état « post », pluriidéologique. Les jugements sociaux sont alors plus nombreux, plus contradictoires, plus décalés de la réalité, et illustrent une aliénation grandissante.

La méthode d'analyse présentée ici concilie qualitatif et quantitatif : des entretiens, réalisés dans 7 collectivités villageoises, sont découpés en petites unités d'égale valeur, puis rangés en catégories. Le qualitatif est réintroduit par la façon d'ordonner les différentes classes retenues : leur répartition relative apparaît plus parlante que leur estimation exacte.

Une discussion s'impose sur la façon de découper les textes : « on peut toujours refuser un sens au fragment retenu et affirmer que ce sens aurait surgi différent si le contexte retenu avait été plus grand ». Où est la limite alors ? Il faut adopter un principe de découpage qui soit totalement extérieur à ce que l'on y cherche. L'auteur a retenu la phrase... mais où sont les points dans des interviews enregistrés ? au minimum, il y faut un sujet, un verbe, un complément.

De la phrase sont tirés un ou plusieurs *fragments contrastés*, classés ici en fonction des groupes existants dans la collectivité, et de la prolixité des interlocuteurs, qui a une signification sociologique : qui sont ceux qui livrent un quart, la moitié ou les trois quarts des fragments contrastés discernés dans chaque collectivité. On peut ensuite repérer, de collectivité à collectivité, qui sont les fournisseurs importants de fragments contrastés.

L'auteur constate que la moitié des fragments contrastés est fournie par 15 à 22 % des interviewés : le poids des bavards pèse lourd dans l'émission de chaque système de pensée des villages.

Les fragments contrastés se composent de deux sortes de termes, les *thèmes* et les *acteurs*, combinables avec les *opérateurs*, c'est-à-dire avec ce qui relie les termes. Ont été retenus comme opérateurs : l'opposition pertinente, l'appartenance, la complémentarité, l'union.

Les thèmes sont répartis en quatre classes : *technique-économique* (exode, production agricole, industrialisation, débouchés, profession, rapports sociaux issus de la production, gestion de capital, revenu, capacité), *moral* (distance et sociabilité, mœurs, valeur de l'individu, morale, valeurs économiques), *politique* (syndicalisation, opinions, pouvoir lointain, pouvoir local) et *espace* (zone d'attraction, différence géographique).

En Creuse, les rapports sociaux constituent la catégorie de fragments contrastés la plus nombreuse : les oppositions techniques et économiques ont ainsi le plus de sens politique. Les Creusois voient donc le fondement des groupes sociaux dans le système de production (propriété opposée au fermage, intermédiaires, exploitation et lutte des classes, puissance de l'argent, concentration des terres). Ceux qui parlent le plus ne se distinguent pas par la nature de leurs opinions : ils ont plus parlé mais n'ont pas dit de choses différentes. Aucun d'eux n'occupe de position éminente : notable, déviant et leader sont confondus.

Tout autre est la situation en Lorraine : les riches coopèrent entre eux et les paysans considèrent que la coopérative leur profite. La coexistence des paysans et des ouvriers suscite une grande sensibilité à la sécurité des revenus.

En Beauce, l'opposition entre gros et petit est très atténuée, du fait que ces producteurs de blé et de betterave sont assurés de leurs débouchés, et combinent faire-valoir direct et fermage. L'individualisme conduit à l'absence de relations et, finalement, de bonheur.

Dans les Mauges, le conservatisme domine... mais c'est là qu'on pense le plus au changement.

L'ouvrage se termine par une fructueuse typologie des sept villages étudiés : elle mesure l'écart qui sépare les collectivités « modernes » des autres. L'importance du temps permet également de mesurer une échelle de réactions au changement, allant du dépérissement à l'adaptation de la collectivité. Les positions relatives du technique-économique et du moral, qui varient en sens inverse, différencient les villages où l'on juge plus autrui selon des normes morales, de ceux où prime la situation économique de chacun.

L'auteur parvient à relier les deux pôles communauté et collectivité, en dehors de toute dimension économique. Pour lui, « tout se passe comme si les structures qui président à la perception d'autrui étaient - d'une façon inconsciente - au même niveau d'évolution, et selon la même rapidité, que les structures sociales ». Il n'y a pas d'écart entre la pensée et l'étendue, l'esprit et la matière, le réel et la perception, les situations et ce qu'on en pense. Les cadres de la pensée sont réintroduits en un tout unique dans le cadre de la vie sociale, et « remettent à leur place les structures de la perception parmi les autres activités qui déterminent les rapports humains ».

Au total, un ouvrage passionnant, bien que difficile.

(Ph. Mainié)